NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION
4e séance
tenue le
mercredi 11 octobre 1989
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 4e SEANCE

Président : M. KABORE (Burkina Faso)

SOMMAIRE

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIÈME
DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

POINT 100 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION
RACIALE

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION
EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES
A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES
COLONIAUX

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE

A/C.3/44/SR.4

25 octobre 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

89-56255 76240 (F)

/...

7p.

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE (suite) (A/44/240, A/44/409-S/20743 et Corr.1 et 2; A/44/574, A/44/575, A/44/595, A/44/617; A/C.3/44/L.3; E/1989/42 et Add.1 à 4)

POINT 100 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE (suite) (A/44/18, A/44/171, A/44/190 et Corr.1, A/44/238 et Corr.1, A/44/240, A/44/271 et Corr.1, A/44/300, A/44/310, A/44/327, A/44/330 et Corr.1, A/44/336, A/44/342, A/44/346, A/44/348, A/44/360, A/44/395-E/1989/128, A/44/405, A/44/409 et Corr.1 et 2, A/44/411, A/44/412, A/44/442, A/44/593, A/44/617, A/44/618)

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS E AUX PEUPLES COLONIAUX (suite) (A/44/526, A/44/548)

1. L'archevêque MARTINO (Observateur du Saint-Siège) dit que la priorité que le Saint-Siège accorde à l'élimination du racisme et de toutes les formes de discrimination raciale ressort clairement d'un certain nombre d'événements qui se sont déroulés depuis l'ouverture de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale. Lors de sa visite apostolique en Afrique du Sud, le pape Jean Paul II s'est violemment élevé contre la discrimination, en particulier l'apartheid. Un important document sur le racisme publié par le Conseil pontifical pour la justice et la paix a été au centre des travaux d'un séminaire sur la discrimination, coparrainé par la Mission du Saint-Siège et tenu récemment au Siège de l'ONU à New York. Le pape s'est également rendu à Madagascar, à la Réunion, en Zambie et au Malawi, où il a condamné, une fois de plus, l'apartheid et toutes les formes de discrimination. Il a choisi en outre pour son message de la Journée mondiale de la paix en 1989 le thème "Edification de la paix, respect des minorités".

2. Le Saint-Siège condamne le racisme tant au sein qu'en dehors de l'Eglise. Tous les moyens de lutte ne se justifient cependant pas entièrement. L'Eglise soutient l'ONU dans ses efforts pour éliminer la tentation du recourir à la violence et pour résoudre le problème de l'apartheid dans un esprit de dialogue compte dûment tenu des droits de toutes les parties. La délégation du Saint-Siège salue toute initiative favorisant l'utilisation de méthodes pacifiques pour combattre le racisme et l'apartheid. Au premier rang de ceux qui oeuvrent en faveur de solutions pacifiques figure le Secrétaire général qui, lors de sa visite en Namibie, n'a pas manqué une occasion de rejeter la violence et de préconiser le dialogue et le changement démocratique, seule base véritable sur laquelle peut se bâtir l'indépendance namibienne. Les réformes politiques et législatives ne constituent pas toujours néanmoins des moyens efficaces d'entente raciale, le racisme étant ancré non seulement dans les lois, mais dans le coeur de l'homme. L'Eglise continue d'oeuvrer, à travers son enseignement et ses écoles à favoriser le développement d'une mentalité non raciste.

(L'archevêque Martino)

3. Le Saint-Siège estime qu'il y a lieu d'élargir la définition de racisme, que le Conseil pontifical pour la justice et la paix a décrit comme étant le "mépris d'une race caractérisée par son origine ethnique, sa couleur ou sa langue". Bien que l'apartheid soit la forme de racisme la plus marquée et qu'elle ait été érigée en système, le racisme s'est également manifesté sous la forme d'un antisémitisme qui a atteint son apogée pendant la seconde guerre mondiale et qui existe d'ailleurs toujours.
4. Le Saint-Siège n'a pas hésité à dénoncer les vexations auxquelles sont soumis les Palestiniens dans leur propre pays, et défend également le droit des Israéliens et des Palestiniens à une patrie.
5. Le "racisme social" est une autre forme de racisme qui existait à l'époque où de pauvres paysans ou des couches urbaines déshéritées étaient exploités en tant que main-d'oeuvre ou objets d'assouvissement sexuel, au mépris de leur droit et de leur dignité par des classes plus aisées. Ce problème peut être résolu à la fois par une condamnation morale et par l'élimination de la pauvreté qui force les gens à recourir à des moyens de survie aussi radicaux.
6. Le Saint-Siège se préoccupe également de la montée de la xénophobie. Il convient de mettre en place des lois pour protéger les étrangers et les immigrants, des formes de ségrégation économique et autres. En effet, ces derniers temps, on n'a que trop enregistré des cas de violence dirigée contre des groupes minoritaires à travers le monde.
7. La délégation du Saint-Siège condamne également le racisme d'inspiration religieuse. Des lois discriminatoires visant des minorités religieuses appartenant le plus souvent à un groupe ethnique différent du groupe majoritaire, se présentent sous diverses formes, dont le déni de citoyenneté, la relégation au second plan en ce qui concerne le logement, les possibilités d'enseignement, l'emploi et l'accès aux services publics et l'imposition d'une loi religieuse à tous les citoyens.
8. Se tournant vers l'avenir, le Saint-Siège voit dans la fécondation in vitro et la manipulation génétique de nouvelles formes de racisme et des menaces potentielles, et demande instamment que soient mises en place des lois destinées à prévenir des abus qui fleurent l'eugénisme.
9. Enfin, dans certains pays, les médias et l'industrie du spectacle favorisent le racisme par la façon dont ils choisissent de présenter ou de ne pas présenter certains groupes raciaux. Les pouvoirs publics et les responsables des médias doivent coopérer avec la population et les hommes de bonne volonté pour essayer de trouver un moyen de résoudre ce problème.
10. En dépit des multiples formes de racisme, des progrès notables ont été réalisés dans le domaine de la solidarité humaine grâce surtout à des initiatives prises par l'ONU comme les pactes internationaux et les travaux de la Commission des droits de l'homme. La délégation du Saint-Siège appuie chaleureusement les Etats Membres qui voudraient voir le système des Nations Unies mettre davantage

/...

(L'archevêque Martino)

l'accent sur les questions liées aux droits de l'homme et remercie les nombreux groupes religieux et organisations non gouvernementales qui oeuvrent en faveur de l'avènement de sociétés non racistes. L'Eglise tient à renouveler sa volonté d'oeuvrer inlassablement à l'élimination du racisme.

11. M. SEZAKI (Japon) dit que 40 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme et en dépit de l'appui apporté à maintes occasions à la Déclaration par la communauté internationale, les politiques et pratiques basées sur les préjudices et la discrimination persistent dans de nombreuses parties du monde. Il y a même eu récemment des cas d'assimilation forcée ou de réinstallation motivés par la discrimination religieuse ou ethnique. La politique d'apartheid de l'Afrique du Sud, système institutionnalisé de discrimination raciale qui dénie à la population majoritaire ses droits les plus élémentaires et ses libertés fondamentales, constitue une forme particulièrement abominable de racisme.

12. Le Japon espère sincèrement que le nouveau Gouvernement sud-africain prendra résolument des mesures concrètes et efficaces pour abolir l'apartheid et que la communauté internationale intensifiera ses efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à le faire en encourageant des mouvements progressistes et éclairés en Afrique du Sud à agir de manière plus efficace.

13. Le Japon a, à maintes reprises, clairement fait savoir qu'il s'oppose à toutes formes de racisme et de discrimination raciale et pris, conformément aux diverses résolutions sur l'apartheid, des mesures qui comptent parmi les plus sévères qu'ait adoptées une démocratie industrialisée. Il a limité ses relations avec l'Afrique du Sud dans les domaines diplomatique, commercial et financier de même que ses échanges sportifs, culturels et éducationnels. Les pressions exercées sur les responsables du secteur des affaires au Japon pour qu'ils réduisent leurs échanges avec l'Afrique du Sud ont provoqué une baisse de la valeur des échanges en yen d'environ 15 % en 1988 suivie d'une nouvelle baisse de 6 % pour la période correspondante en 1989.

14. Le Japon continuera à demander instamment à l'Afrique du Sud de prendre des mesures concrètes pour légaliser l'African National Conference et d'autres organisations anti-apartheid, d'instaurer rapidement un dialogue avec les représentants des diverses couches de la population noire, de lever l'état d'urgence et de procéder à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus et autres prisonniers politiques. Il voit dans la décision du nouveau Gouvernement de libérer un certain nombre de prisonniers politiques, un signe encourageant, et espère que cela conduira à d'autres libérations et débouchera sur un véritable dialogue politique. A cet égard, la grande importance que le Japon attache au dialogue politique l'a conduit à multiplier ses contacts avec des dirigeants régionaux, y compris des dirigeants noirs sud-africains.

15. Au cours de l'exercice budgétaire de 1989, le Japon a accru son assistance aux victimes de l'apartheid en Afrique du Sud en fournissant un montant de 600 000 dollars destiné à des projets de caractère médical, d'enseignement et de construction de logements. Il fournit également à de jeunes noirs sud-africains et

(M. Sezaki, Japon)

namibiens une assistance dans le domaine de l'éducation et de la formation. En 1989, il a contribué pour 400 000 dollars au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

16. La deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a beaucoup contribué à galvaniser la communauté internationale en l'amenant à prendre des mesures pour éliminer toutes les formes de discrimination raciale. Reconnaisant les importants objectifs de la Décennie, le Japon contribue depuis trois années au Fonds d'affectation spéciale du Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et continuera de le faire en 1989. Une coordination efficace au sein du système des Nations Unies est essentielle à l'application du Programme d'action. Les activités menées en faveur des droits de l'homme par le Centre contre l'apartheid doivent être parfaitement coordonnées avec les mesures prises par le Département de l'information, d'autres organes des Nations Unies et par des organisations non gouvernementales.

17. Bien que des progrès aient été réalisés en faveur de l'autodétermination, des faits récents intervenus dans certaines parties du monde méritent d'être suivis de très près. Il est encourageant de constater que le processus d'indépendance de la Namibie se poursuit, ce qui prouve que l'Organisation peut jouer un rôle efficace. Conformément à son désir de promouvoir l'autodétermination et la paix, le Japon a détaché quelque 30 personnes auprès du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition.

18. On déplore que les Afghans continuent de se battre entre eux, même après le retrait des forces soviétiques. L'établissement d'un vaste gouvernement de coalition, qui serait l'expression de la volonté populaire, est essentiel à l'instauration d'une stabilité véritable dans le pays. Afin de permettre au peuple afghan de se consacrer à l'oeuvre de reconstruction du pays, le Japon a contribué au fonds du Bureau du Coordonnateur des programmes d'assistance humanitaire et économique des Nations Unies concernant l'Afghanistan et fourni du personnel pour l'assistance médicale et l'amélioration des infrastructures en vue de faciliter le rapatriement des réfugiés afghans.

19. En août 1989, le Japon a participé activement à la Conférence internationale sur le Cambodge chargée de chercher un règlement politique global au conflit dans ce pays. Bien qu'aucun accord ne soit intervenu sur la création d'un mécanisme de surveillance internationale, il avait été décidé d'envoyer une mission d'enquête pour évaluer la situation. L'orateur espère que l'actuelle session de l'Assemblée générale imprimera un élan accru au processus qui permettra de parvenir à un règlement pacifique. Le Japon accroîtra son assistance et poursuivra ses efforts en vue d'un règlement politique global fondé sur le droit du peuple kampuchéen à l'autodétermination.

20. Mme SYLLA-LINGAYA (Madagascar) dit qu'un hommage particulier doit être rendu au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour sa contribution à la lutte contre le racisme et pour renforcer la jouissance effective des droits de l'homme. Il faudrait trouver une solution à long terme à la crise financière qui entrave les travaux du Comité.

/...

(Mme Sylla-Lingaya. Madagascar)

21. Les activités entreprises aux niveaux national et international pour contribuer à l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale sont sources d'encouragement. La représentante de Madagascar se félicite des efforts entrepris pour coordonner les activités de la Décennie en vue d'améliorer l'efficacité de la lutte contre le racisme. Sa délégation appuie les suggestions et recommandations concernant les activités de la deuxième Décennie contenues dans le document E/1989/42/Add.1 et plus spécialement celles relatives à la lutte contre l'apartheid. La communauté internationale doit accentuer sa pression sur le Gouvernement sud-africain au moyen de sanctions globales et obligatoires, pour l'amener à mettre un terme à sa politique raciste. En outre, bien que l'indépendance de la Namibie soit à portée de main, les événements récents montrent que la communauté internationale doit continuer à rester vigilante pour assurer la tenue d'élections libres et impartiales.
22. La représentante de Madagascar se réjouit que les parties au conflit du Sahara occidental, aient accepté en principe le plan de paix proposé conjointement par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine. Des négociations directes entre les parties intéressées doivent contribuer à l'élaboration d'un accord pour l'organisation d'un référendum libre et impartial sur l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.
23. L'Intifada et la proclamation de l'Etat indépendant de Palestine en 1988 sont l'expression du droit fondamental des peuples à l'autodétermination. Les pratiques oppressives des forces d'occupation israéliennes et les violations flagrantes des droits de l'homme dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés militent en faveur de la convocation d'urgence d'une conférence internationale de la paix au Moyen-Orient à laquelle participeraient toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, seul et authentique représentant légitime du peuple palestinien, afin de promouvoir une solution globale et durable au conflit. Les Palestiniens doivent avoir la possibilité d'exercer leur droit à l'autodétermination, de même que tous les autres peuples de la région doivent pouvoir vivre en sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.
24. Le recours au mercenariat qui constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales est une violation des principes du droit international. A cet égard, la délégation malgache se félicite de la qualité du rapport sur la question de l'utilisation des mercenaires qui viole les droits de l'homme et entrave l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination (A/44/526) et les recommandations qui y sont contenues. Il serait souhaitable que le climat actuel, propice au dialogue diplomatique, favorise l'élimination de la pratique du mercenariat et facilite l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.
25. Mlle BACH-TOBJI (Tunisie) dit que s'il est communément reconnu aujourd'hui que les relations internationales connaissent une évolution positive, engendrant par là même une amélioration de la situation des droits de l'homme, le nouveau climat international demeure néanmoins terni par le racisme et la discrimination raciale dont la forme la plus virulente et la plus pernicieuse est l'apartheid. Les pays participants à l'exécution du Programme d'action en prenant les mesures législatives

/...

(Mlle Bach-Tobji, Tunisie)

et administratives adéquates. Par exemple, le Gouvernement tunisien a ratifié en 1989 la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, en signe d'engagement ferme de contribuer aux efforts tendant à éliminer l'apartheid.

26. Il est encourageant de constater qu'il y a actuellement 128 Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ce qui montre que la communauté internationale reconnaît le caractère immoral des pratiques discriminatoires et sa volonté de les éliminer. La représentante de la Tunisie réaffirme que sa délégation appuie les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et loue l'esprit d'abnégation dont font preuve ses membres en dépit de la situation financière critique que traverse cet organe. A cet égard, elle prie les Etats parties qui ne l'ont pas encore fait de s'acquitter de leurs obligations financières au titre de la Convention. La Tunisie souscrit également à l'idée que l'Assemblée générale pourrait affecter, à titre provisoire, les fonds nécessaires aux divers organes en proie à des difficultés financières. Les activités prévues pour la seconde moitié de la deuxième Décennie ne devraient pas pâtir du manque de ressources. On se souviendra que dans la résolution qu'elle a consacrée à ce sujet en 1988, l'Assemblée générale a estimé que les contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale étaient indispensables à l'exécution des programmes.

27. En dépit des appels et décisions de l'ONU, l'Afrique du Sud et Israël continuent à défier la volonté de la communauté internationale, décidée à aider les peuples sud-africain et palestinien à recouvrer leurs droits inaliénables. L'Intifada en Palestine et la résistance héroïque du peuple sud-africain nous rappellent constamment que seuls le règlement juste de la question palestinienne et l'éradication totale de l'apartheid mettront un terme aux menaces à la paix et à la sécurité dans ces deux régions du monde. La communauté internationale, par l'intermédiaire de l'Organisation, devra agir énergiquement afin de mettre fin à la politique colonialiste et anachronique de ces deux régimes. S'agissant de l'évolution de la Namibie, il convient de redoubler de vigilance afin que le processus de paix engagé parvienne à son terme, à savoir l'organisation d'élections libres et générales en novembre 1989.

La séance est levée à 11 h 10.